



Convention d'accompagnement aux travaux de rénovation énergétique

Rénovation énergétique de bâtiment public

Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne

📍 7 allées de Tourny - CS 81225 - 24019 PERIGUEUX cedex ☎ 05 53 06 62 00 ✉ accueil@sde24.fr

● Réseau électrique ● Réseau gaz ● Eclairage public ● Mobilité durable ● Transition énergétique

sde24.fr

TABLE DES MATIERES

Article 1 : Objet de la convention	4
Article 2 : Programme et enveloppe financière prévisionnelle	4
Article 3 : Contenu de la mission	4
Article 4 : Engagement et attributions des parties	4
4.1 Engagements du SDE 24	4
4.2 Engagements de la collectivité	5
Article 5 : Certificats d'économie d'énergie	5
Article 6 : Prise d'effet et durée de la convention	6
Article 7 : Modalités financières	6
7.1 Intracting	6
7.2 Autofinancement	6
7.3 Coût de l'accompagnement	6
7.4 Participation exceptionnelle du SDE 24 pour les projets du Bouquet 1	Erreur ! Signet non défini.
Article 8 : Actualisation du programme technique et financier de l'opération et du plan de financement prévisionnel	6
Article 9 : Résiliation	7
Article 10 : Modification de la convention	7
Article 11 : Communication	7
Article 12 : Litiges	8
Annexe 1 : Fiche de recensement du bâtiment	9
Annexe 2 : Programme de travaux	10
Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel	11
Annexe 4 : Calendrier prévisionnel	12
Annexe 5 : Plan de financement définitif	13

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune (Communauté de commune) de _____ dont le siège est situé _____
_____, représentée par son Maire (Président) en exercice, M _____
_____, dûment habilité aux présentes en vertu de la délibération du _____,
ci-après dénommée "la Collectivité"
d'une part,

ET :

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne dont le siège est situé 7 allées de Tourny – 24019
PERIGUEUX, représenté par son Président en exercice, Monsieur Philippe DUCENE, dûment habilité aux
présentes en vertu de la délibération du 27 Septembre 2023,
ci-après dénommée "le SDE 24"

d'autre part,

Ensemble dénommés "les parties"

Afin d'accompagner les collectivités dans la nécessaire rénovation énergétique des bâtiments publics, le SDE
24 a développé un panel de prestations : des outils d'aides à la décision, un accompagnement à la réalisation
et une mission de pérennisation de la rénovation.

Cet accompagnement global s'inscrit dans un projet global avec pour ambition de mobiliser l'ensemble de la
filière sur ce projet :



Dans le cadre de l'accompagnement à la réalisation, le SDE 24 interviendra sur les bâtiments
respectant l'ensemble des critères suivants :

- Rénovation énergétique globale : l'objectif poursuivi est d'atteindre les ambitions du décret tertiaire en 2050
- Confort d'hiver ET confort d'été
- Gain énergétique > 25 000 kWh
- % gain énergétique > 40%
- Bâtiments utilisés de façon régulière, sur des périodes continues - ex : écoles, logements, mairies
- Utilisateurs mobilisés par des actions de sobriété

Afin de créer une dynamique territoriale et le partage d'une vision homogène de la rénovation
énergétique globale des bâtiments publics, le SDE 24 a proposé la création d'un groupement de
commandes pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique. Il est coordonnateur de ce
groupement, en assurant notamment l'ensemble des opérations relatives à la passation des marchés
de maîtrise d'œuvre, de travaux...

Mais il apparaît important d'aller plus loin dans l'accompagnement afin que les travaux énergétiques répondent bien aux critères définis ci-dessus et engagent ainsi la collectivité dans une transition énergétique effective, qui engendre décarbonation et économies financières.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire l'accompagnement du SDE 24 lors de la réalisation des travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics concernés.

Article 2 : Programme et enveloppe financière prévisionnelle

L'opération concernée par la présente convention est basée sur un ensemble de travaux liés à la rénovation énergétique d'un bâtiment public appartenant à la collectivité : bâtiment.

Cet ensemble de travaux a été défini en concertation avec le SDE 24 sur la base d'un scénario de rénovation énergétique issu d'une étude énergétique réalisée ou suivie par le Service DIRECT.

Le détail des travaux et leurs coûts prévisionnels, ainsi que le plan de financement prévisionnel et le calendrier sont présentés en annexes 1, 2 et 3.

L'enveloppe financière globale prévisionnelle de l'opération est estimée à XX XXX € HT, soit XXX XXX € TTC (voir annexe 3).

Article 3 : Contenu de la mission

La mission du SDE 24 porte sur les éléments suivants

- Aider à la décision sur le choix du scénario de rénovation énergétique le plus adapté
- Coordonner les commandes groupées des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux
- Accompagner la collectivité tout au long des phases de projet, de réalisation et de réception afin de sécuriser le maître d'ouvrage mais aussi de vérifier que la rénovation énergétique réponde bien aux enjeux. Il vérifiera notamment les factures en amont du paiement par les communes
- Apporter les informations techniques nécessaires au montage des dossiers de financement, de demande d'avance, d'acompte et de solde
- Accompagner les gestionnaires et les utilisateurs à la prise en main du bâtiment rénové
- Suivre les consommations énergétiques du bâtiment

Article 4 : Engagement et attributions des parties

4.1 Engagements du SDE 24

Le SDE 24 s'engage à :

- Désigner, au sein du SDE 24, un référent technique pour la collectivité, membre du comité de pilotage du projet. Il pourra être accompagné par un élu ou sa direction.
- Consacrer les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation des missions décrites à l'article 3
- Suivre les différentes phases du projet dans un calendrier contraint pour ne pas engendrer de retard dans la mission

Les agents du SDE 24 s'engagent à respecter la stricte confidentialité de l'ensemble des informations transmises par la Collectivité. Ils sont tenus à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution de la présente convention.

4.2 Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- Nommer dès la signature de la convention un agent référent et un élu référent, membres du comité de pilotage du projet ;
- Transmettre les documents et éléments nécessaires à la réalisation de la mission (diagnostics réglementaires, ...) ;
- Réaliser l'ensemble de travaux, objet de la convention et de s'y conformer tout au long du projet, hormis prescriptions techniques difficilement réalisables et/ou modification substantielle du plan de financement prévisionnel ;
- Intégrer le SDE 24 à l'ensemble des phases, du projet à la réception des travaux. En effet, le SDE 24 devra reporter à la Banque des Territoires les économies d'énergies effectives. Il est donc important que les travaux réalisés correspondent bien au projet attendu.
- Instrumenter le bâtiment rénové afin de permettre le suivi des consommations énergétiques
- Prendre à sa charge le relogement des occupants pendant toute la durée des travaux et jusqu'à sa réception (si le phasage des travaux ne permet pas le maintien de l'activité ou demande la mise en œuvre d'algécos provisoires) ;
- Accueillir les entreprises et leur donner accès au bâtiment concerné dans le cadre des études techniques initiales et lors du chantier ;
- Respecter les conditions permettant de répondre aux objectifs énergétiques et financiers de l'intracting et assurer le remboursement des annuités d'intracting pendant toute la durée du prêt
- Céder ses droits aux Certificats d'Economies d'Energie (CEE) au SDE 24 pour tous les travaux en lien avec l'opération de rénovation globale de ladite convention ;
- Conventionner avec le SDE 24 pour pérenniser la présente rénovation énergétique, grâce à la maintenance des différents équipements installés et l'accompagnement des gestionnaires du bâtiment et des utilisateurs

Article 5 : Certificats d'économie d'énergie

La Collectivité renonce, dans le cadre de cette opération, au bénéfice des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) générés dans le cadre de cette opération et les cède au SDE 24.

La Collectivité atteste sur l'honneur de ne pas signer de conventions d'obtention et de valorisation des CEE avec d'autres acteurs pour l'ensemble des opérations d'économie d'énergie identifiées dans le cadre de cette action. De fait, elle s'interdit de fournir à d'autres acteurs des documents qui permettraient de valoriser une seconde fois ces opérations.

La Collectivité reconnaît être informée qu'elle est susceptible d'être contactée par les services du ministère chargé de l'énergie dans le cadre d'un contrôle des dossiers de CEE concernant la nature des travaux et la réalisation effective de ceux-ci.

Le SDE 24 présentera l'ensemble des opérations éligibles pour l'obtention de et réalisera la vente des CEE auprès des obligés ou de courtiers autorisés.

Article 6 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prendra effet à la date de signature par les deux parties.

Elle prendra fin à la réception des travaux ou si résiliation.

Article 7 : Modalités financières

7.1 Intracting

Le SDE 24 est partenaire de la Banque des Territoires. Les collectivités membres peuvent ainsi bénéficier de l'intracting mutualisé géré par le SDE 24, si le projet répond aux conditions.

Une convention spécifique règle les relations contractuelles entre la collectivité membre et le SDE 24 pour ce financement.

L'intracting nécessite une évaluation en continu des travaux et surtout des économies d'énergies réalisées. Pour cette raison, le SDE 24 sera vigilant, tout au long du projet de rénovation énergétique, au respect des éléments du programme.

7.2 Autofinancement

La collectivité définira sous quelle forme elle souhaite autofinancer le projet, pour le montant présenté en annexe 3. Elle pourra faire appel à la Banque des Territoires, dans le cadre de la convention de partenariat signée le 7 octobre 2022 entre le SDE 24 et la Banque des Territoires.

7.3 Coût de l'accompagnement

Pour l'exercice de sa mission, le SDE 24 engage des frais de gestion, à hauteur de 2% du coût global de l'opération de rénovation énergétique du bâtiment (coût d'études et de travaux), appelés à la collectivité après vérification du décompte définitif de l'opération, en application de la présente convention.

Article 8 : Actualisation du programme technique et financier de l'opération et du plan de financement prévisionnel

A l'issue de la sélection des entreprises (travaux, missions de contrôle réglementaires et assurances) et avant notification, une actualisation du Programme technique et financier de l'opération de rénovation globale (annexe 2) et du Plan de financement Prévisionnel (annexe 3) sera opérée sur la base des coûts réels.

L'actualisation de ces documents peut également intervenir durant l'exécution des travaux si des avenants contractuels sont nécessaires avec les entreprises titulaires du fait d'un aléa technique ou de circonstances imprévisibles.

L'actualisation de ces documents passe par un avenant à la convention signé à l'article 10 ci-après.

La non-acceptation de l'actualisation par la Collectivité sera considérée comme un abandon du projet du fait de la Collectivité. A ce titre, une résiliation de la convention sera engagée, conformément à l'article 12.

Article 9 : Résiliation

1. Dans le cas où le SDE 24 ne respecterait pas ses obligations, et après mise en demeure (par courrier recommandé avec accusé de réception) infructueuse dans un délai d'un mois, la collectivité peut résilier la présente convention sans indemnité pour le SDE 24.
2. Dans le cas où la collectivité ne respecterait pas ses obligations, le SDE 24, après saisine par courrier recommandé avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un mois, a droit à la résiliation de la présente convention avec une indemnité qui sera calculée sur la base du préjudice subi par le SDE 24, notamment en ce qui concerne les sommes engagées.
3. Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives ou de non obtention de subvention ou prêt indiqués au plan de financement prévisionnel, ou de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle lors de la validation du montant définitif des travaux, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation par courrier recommandé avec accusé de réception. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le SDE 24.

Dans les deux derniers cas, la collectivité acquittera directement auprès de l'entreprise les montants engagés.

Article 10 : Modification de la convention

Toute modification apportée à la convention doit prendre la forme d'un avenant, dûment daté et signé entre les Parties.

Tout avenant à la Convention emportant modification substantielle des conditions de mise en œuvre de l'opération de rénovation globale devra :

- Être soumis par la Collectivité à son organe délibérant ou à son/sa Maire ou Président s'il a reçu délégation
- Être passé avec l'accord du SDE 24.

Pour les modifications du programme technique et financier de l'opération de rénovation globale (annexe 2) du Plan de financement Prévisionnel (annexe 3) et du Plan de Financement Définitif (annexe 5), la signature de l'avenant devra intervenir dans les trente (30) jours suivant sa présentation.

Article 11 : Communication

Le SDE 24 et la collectivité acceptent que chacune des parties puisse réaliser des actions de communication sur l'opération visée à la présente convention.

Néanmoins, chaque action de communication fera l'objet d'un commun accord dans son contenu et devra faire mention des 2 parties avec leur logotype.

Article 12 : Litiges

Les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation de la convention sont, avant toute demande en justice, soumises à une tentative de règlement amiable entre les parties.

A cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre partie une notification précisant :

- La référence de la convention (titre et date de signature) ;
- L'objet de la contestation ;
- La proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la notification susvisée, les Parties pourront porter le différend devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en deux exemplaires le / / 2024,

A

Le Maire/Président

Le Président du SDE 24,

Philippe DUCENE

Envoyé en préfecture le 17/02/2025

Reçu en préfecture le 17/02/2025

Publié le 12/02/2025



ID : 024-252401476-20250129-202501024-DE

Annexe 1 : Fiche de recensement du bâtiment

Envoyé en préfecture le 17/02/2025

Reçu en préfecture le 17/02/2025

Publié le 12/02/2025



ID : 024-252401476-20250129-202501024-DE

Annexe 2 : Programme de travaux

Envoyé en préfecture le 17/02/2025

Reçu en préfecture le 17/02/2025

Publié le 12/02/2025



ID : 024-252401476-20250129-202501024-DE

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel

Envoyé en préfecture le 17/02/2025

Reçu en préfecture le 17/02/2025

Publié le 12/02/2025



ID : 024-252401476-20250129-202501024-DE

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel

Envoyé en préfecture le 17/02/2025

Reçu en préfecture le 17/02/2025

Publié le 12/02/2025



ID : 024-252401476-20250129-202501024-DE

Annexe 5 : Plan de financement définitif